

RCS : EVRY Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1981 B 00212 Numéro SIREN : 321 057 978 Nom ou dénomination : URBAINE DE TRAVAUX
--

Ce dépôt a été enregistré le 15/05/2019 sous le numéro de dépôt 4706

Greffe du tribunal de commerce d'Evry



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 15/05/2019

Numéro de dépôt : 2019/4706

Déposant :

Nom/dénomination : URBAINE DE TRAVAUX

Forme juridique :

N° SIREN : 321 057 978

N° gestion : 1981 B 00212



URBAINE DE TRAVAUX Société par actions simplifiée Au capital de 2 000 000 euros Siège social : 2 avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON 321 057 978 RCS EVRY		Déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY Le : 15 MAI 2019 Numéro: <i>4706</i>
---	--	---

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
DU 29 MARS 2019**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2018

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2018 s'élevant à 6 888 375 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	6 888 375 euros
Report à nouveau antérieur créditeur	589 055 euros
	=====
Pour former un bénéfice distribuable de	7 477 430 euros
 A titre de dividendes	 6 900 000 euros
Soit 69 euros par action	
 Le solde	 577 430 euros
Est affecté en totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 577 430 euros.	

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 3 889 497 euros.

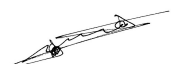
Le dividende sera mis en paiement à compter du 4 avril 2019.

A titre informatif, la loi de finances pour 2018 est venue modifier le régime applicable aux distributions de dividendes. Désormais, le principe est l'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 30 % des revenus perçus à compter du 1er janvier 2018. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 6 892 410 euros,
- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 7 590 euros.



Distributions antérieures de dividendes

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattements
30 septembre 2017	5 800 000 €	6 380 €	5 793 620 €
30 septembre 2016	3 500 000 €	3 850 €	3 496 150 €
30 septembre 2015	3 000 000 €	3 300 €	2 996 700 €

Vote de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 29 mars 2019

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Julien HAAS



1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Certifié conforme

Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 2 Avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON

Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 3 2 1 0 5 7 9 7 8 0 0 0 1 7

Néant ☐ *

					Exercice N clos le,		N-1			
					30092018		30092017			
			Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3		Net 4	
Capital souscrit non appelé (I)			AA							
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC					
		Frais de développement *	CX		CQ					
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	423 947	AG	383 692	40 254	12 660		
		Fonds commercial (1)	AH	7 500	AI	7 500				
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK					
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	335 387	AO	335 387	335 387			
		Constructions	AP	3 360 742	AQ	2 839 225	521 516	559 157		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	2 047 117	AS	1 443 970	603 147	321 142		
		Autres immobilisations corporelles	AT	958 682	AU	789 053	169 629	177 234		
		Immobilisations en cours	AV	18 901	AW	18 901				
		Avances et acomptes	AX		AY					
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT					
		Autres participations	CU	115 704	CV	115 704	74 454			
		Créances rattachées à des participations	BB	17 187	BC	17 187	17 567			
		Autres titres immobilisés	BD		BE					
		Prêts	BF	175 144	BG	175 144	216 375			
		Autres immobilisations financières*	BH	285 209	BI	285 209	297 545			
TOTAL (II)			BJ	7 745 524	BK	5 463 442	2 282 082	2 011 525		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM					
		En cours de production de biens	BN	2 260 175	BO	2 260 175	1 618 326			
		En cours de production de services	BP		BQ					
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS					
		Marchandises	BT		BU					
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	77 690	BW	77 690	410 110			
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	48 008 176	BY	795 945	47 212 230	38 569 533		
		Autres créances (3)	BZ	37 300 251	CA	37 300 251	31 329 495			
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC					
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE					
Disponibilités		CF	5 949 872	CG	5 949 872	6 932 700				
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	57 090	CI	57 090	62 196				
	TOTAL (III)	CJ	93 653 256	CK	795 945	92 857 310	78 922 362			
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW								
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM								
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN								
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	101 398 780	1A	6 259 387	95 139 392	80 933 887			
Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an		CR		
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :	Stocks :				Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group



Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS URBAINE DE TRAVAUX				Néant ☐ *	
				Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 2 000 000)	DA	2 000 000	2 000 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB			
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	200 000	200 000	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	1 000 000	1 000 000	
	Report à nouveau	DH	589 055	895 509	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	6 888 375	5 493 545	
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK	112 067	52 435	
	TOTAL (I)			DL	10 789 497
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
	TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	6 872 635	7 138 210	
	Provisions pour charges	DQ	2 270 473	3 367 216	
	TOTAL (III)	DR	9 143 108	10 505 426	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU			
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	923 429		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	1 661 957	2 333 622	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	34 940 799	31 857 138	
	Dettes fiscales et sociales	DY	19 629 821	16 866 710	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
	Autres dettes	EA	7 288 046	3 611 502	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	10 762 732	6 117 996	
TOTAL (IV)			EC	75 206 786	60 786 970
Ecart de conversion passif* (V)			ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	95 139 392	80 933 887
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C			
		1D			
		1E			
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	73 544 829	58 453 348	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX							Néant ☐ *	
		Exercice N						Exercice (N - 1)
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue { biens * services *	FD	152 397 424	FE		FF	152 397 424	106 604 156
		FG	7 594 434	FH		FI	7 594 434	8 707 500
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	159 991 859	FK		FL	159 991 859	115 311 657
	Production stockée*					FM	641 849	1 170 380
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	7 817 762	10 403 016
	Autres produits (1) (11)					FQ	178 861	201 768
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	168 630 331
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	17 694 365	10 080 185
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	107 227 472	80 564 476
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	2 005 588	1 770 883
	Salaires et traitements*					FY	21 198 328	19 040 517
	Charges sociales (10)					FZ	7 734 157	6 396 085
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*				GA	377 762	201 715
						GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GC	121 724	65 842
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD	1 579 832	2 416 557	
	Autres charges (12)				GE	285 790	363 880	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	158 225 021
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	10 405 310	6 186 678
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH	3 004 181	1 629 208
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI	39 881	978 809
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	368 384	625 645
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	368 384	625 645
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR		6 094
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU		6 094
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	368 384	619 551
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	13 737 994	7 456 628

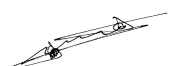
(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



Désignation de l'entreprise								SAS URBAINE DE TRAVAUX		Néant ☐ *	
						Exercice N		Exercice N - 1			
PRODUITS EXCEPTIONNELLS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion					HA	345 412		319 198		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *					HB			437		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					HC	29 368		1 149 245		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)					HD	374 780		1 468 881		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)					HE	2 033 089		843 853		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *					HF	5 447		745		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions					HG	270 999		130 410		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)					HH	2 309 536		975 010		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)						HI	(1 934 756)		493 871		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						HJ	1 321 335		728 351		
Impôts sur les bénéfices * (X)						HK	3 593 528		1 728 603		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)						HL	172 377 678		130 810 558		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)						HM	165 489 303		125 317 012		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)						HN	6 888 375		5 493 545		
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme				HO					
	(2)	Dont	produits de locations immobilières			HY					
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IG					
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *			HP					
			- Crédit-bail immobilier			HQ					
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				IH					
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées				IJ	365 892		582 965		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées				IK			22		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)				HX					
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)				RC					
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)				RD					
	(9)	Dont transferts de charges				A1	4 625 178		8 343 873		
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)				A2					
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)				A3					
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)				A4	404				
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6			obligatoires A9						
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :					Exercice N				
						Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels			
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :					Exercice N					
						Charges antérieures		Produits antérieurs			



Annexe



SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

A N N E X E

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2018 dont le total est de **€ 95.139.392,25** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 172.377.678,59** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 159.991.859,15** et un bénéfice de **€ 6.888.375,32** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **417**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.



METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de Urbaine de Travaux pour l'exercice clos au 30 septembre 2018 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.



NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2018, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.



Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

* Proiciels :

- amortissent comptable : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 1 an mode linéaire

* Constructions : Amortissement comptable et fiscal

- Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
- Fluides: 10 ans: Mode linéaire
- Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
- Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire

* Matériel et outillage industriels :

- amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif

* Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire

* Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement

* Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement

* Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement

* Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations

(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.



Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

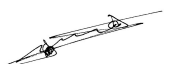
Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.



Stocks et Encours

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock au 30 septembre 2018.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 2.260.175 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont extournées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Aucune perte à terminaison n'a été comptabilisée au 30 septembre 2018

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.



Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2018, à 30.815 €.

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 28.329.810 € et a généré des produits financiers à hauteur de 335.077 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2018, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 122.067 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

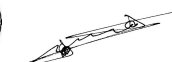
Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1.45 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 13-15)
- Taux de charges sociales : 45%



- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.348.165 €** au 30 septembre 2018.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **212.808 €** au 30 septembre 2018.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.088.184 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 7.817.762 € au 30 septembre 2018.

Le poste lié aux transferts de charges est de 4.625.179 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 3.493.204 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 1.110.234 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.



CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Le montant du CICE de l'année civile 2017 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice 2018 est de 606.615 €.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 57.024 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	40.230 €
Cabinet GBA	16.794 €

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.



AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Galien
33029 BORDEAUX CEDEX

Garanties sur marchés (présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 22.285 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 3.982 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 15.387 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 3.000 K€
- Divers 61 K€

Soit un montant total de 44.715 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 18.375 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.



FAITS MARQUANTS :

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

URBAINE de TRAVAUX a consenti, à sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF, un abandon de créance à caractère commercial pour un montant de 280 K€ et un abandon de créance à caractère financier pour un montant de 545 K€ tous deux assortis d'un retour à meilleure fortune.

Ainsi, au 30 septembre 2018, URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.



Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	497 764		45 081
Terrains	335 388		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	2 744 646		
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 751 692		541 202
Installations générales, agenc., aménag.	458 038		3 018
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	523 101		58 261
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			18 901
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 428 961		621 383
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	92 021		44 788
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	513 922		25 918
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	605 943		70 706
TOTAL GENERAL	7 532 668		737 169

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		111 398	431 447	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			2 744 646	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.		245 777	2 047 118	
Installations générales, agencements divers		6 396	454 660	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		77 339	504 022	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			18 901	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		329 512	6 720 832	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		3 918	132 891	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		79 486	460 354	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		83 404	593 245	
TOTAL GENERAL		524 314	7 745 524	



Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	477 604	17 487	111 398	383 692
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 584 599	37 641		2 622 240
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 430 549	255 070	241 649	1 443 971
Installations générales, agenc. et aménag. divers	379 620	15 967	6 396	389 191
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	424 285	51 597	76 020	399 862
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 036 039	360 276	324 065	5 072 250
TOTAL GENERAL	5 513 643	377 762	435 463	5 455 942

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		79 617			24 645		54 972
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		9 383			4 723		4 660
Embal récup.							
CORPOREL.		89 000			29 368		59 632
Acquis. titre							
TOTAL		89 000			29 368		59 632

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	52 435	89 000	29 368	112 067
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	52 435	89 000	29 368	112 067
Provisions pour litiges	2 728 219	544 415	815 183	2 457 451
Provisions pour garanties données aux clients	4 109 991	560 918	582 725	4 088 184
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 893 216		332 243	1 560 973
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 774 000	656 500	1 394 000	1 036 500
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	10 505 426	1 761 833	3 124 151	9 143 108
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	742 654	121 725	68 432	795 946
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	750 154	121 725	68 432	803 446
TOTAL GENERAL	11 308 015	1 972 557	3 221 951	10 058 621
Dotations et reprises d'exploitation		1 701 557	3 192 583	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		271 000	29 368	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	17 187	17 187	
Prêts	175 145	88 589	86 556
Autres immobilisations financières	285 209	285 209	
Clients douteux ou litigieux	945 127	945 127	
Autres créances clients	47 063 050	47 063 050	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	34 225	34 225	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	5 442	5 442	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	463 637	463 637	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	5 291 237	5 291 237	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	28 711 102	28 711 102	
Débiteurs divers	2 794 607	2 794 607	
Charges constatées d'avance	57 090	57 090	
TOTAL GENERAL	85 843 059	85 756 503	86 556

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	923 429	923 429		
Fournisseurs et comptes rattachés	34 940 800	34 940 800		
Personnel et comptes rattachés	3 260 398	3 260 398		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 005 036	3 005 036		
Etat : impôt sur les bénéfices	268 190	268 190		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12 454 776	12 454 776		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	641 423	641 423		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	923 429	923 429		
Autres dettes	6 364 617	6 364 617		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	10 762 733	10 762 733		
TOTAL GENERAL	73 544 829	73 544 829		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



CHARGES A PAYER 30/09/2018

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 330 448
Clients Avoirs à établir	712 112
Dettes fiscales et sociales	5 087 217
Autres dettes	33 083

TOTAL DES CHARGES A PAYER 10 162 860**PRODUITS A RECEVOIR** 30/09/2018

Clients Factures à établir	2 015 496
Avoirs à recevoir	67 650
Autres produits	242

TOTAL 2 083 388**CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE** 30/09/2018

Charges constatées d'avance	57 090
Produits constatés d'avance	10 762 733



Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100 000			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		9 641 491
Distributions sur résultats antérieurs		5 800 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 841 491
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	29 368	88 999
Autres variations		
Résultat de l'exercice		6 888 375
SOLDE		6 948 006
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		10 789 497



VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

30/09/2018

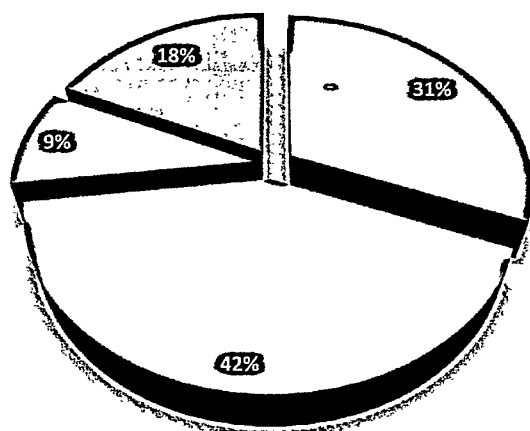
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 47%

Bâtiment : 53%

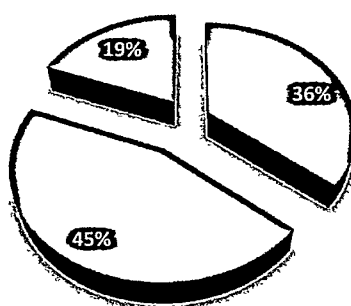
Et au sein de ces deux activités :

REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLIC EN POURCENTAGE



■ Génie Civil et Ouvrage d'Art ■ Assainissement - Tunnelier
■ Travaux Urbains et Voirie ■ Fluides et Canalisations

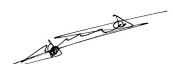
REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT EN POURCENTAGE



■ Equipements Scolaires, Sportifs et de loisirs ■ Logements ■ Equipements Tertiaires et Industriels

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	4 625 179	
Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers.		
TOTAL		4 625 179



Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges Exceptionnelles clients / fournisseurs	83 873	
Charges Exceptionnelles de personnel	1 117 211	
Abandon de créance	825 000	
Valeur nette comptable des éléments cédés	5 447	
Amortissements Dérogatoires	89 000	
Provision pour risques sociaux	182 000	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	7 005	

TOTAL

2 309 536

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	345 412	
Reprise / amortissements dérogatoires	29 368	

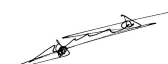
TOTAL

374 780



Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	13 737 994	4 315 104	9 422 890
Résultat exceptionnel à court terme	-1 934 756	-472 624	-1 462 132
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 321 335	-248 952	-1 072 383
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	10 481 903	3 593 528	6 888 375



Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			6 888 375
Impôt sur les bénéfices			3 593 528
RESULTAT AVANT IMPOT			10 481 903
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	89 000	29 368	59 632
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	89 000	29 368	59 632
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			10 541 535



Situation fiscale différée et latente

Exprimé en €

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	37 356
Autres	268 191
TOTAL ACCROISSEMENTS	305 547
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	72 350
Participation des salariés	440 445
C3S	55 423
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	449 388
TOTAL ALLEGEMENTS	1 017 606
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(712 059)

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE



Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	99	
ETAM	91	
Ouvriers	224	
Apprentis	3	
..		
TOTAL		417



Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
FAYAT IMMOBILIER IDF	51 244	100	72 654		274 232	227 110 -754
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PI		50	500			
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAL		50	500			
SCCV ROSIGNANO MARRITIMO		50	800			
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				



Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2014
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	159 991 859	115 311 657	103 366 084	82 956 975	106 328 804
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	10 931 607	7 556 637	6 016 341	5 205 334	4 888 054
Impôts sur les bénéfices	3 593 528	1 728 603	1 551 524	1 619 714	1 362 121
Participation des salariés	1 321 335	728 351	649 172	773 316	490 984
Dot. Amortissements et provisions	-871 632	-393 863	-428 848	-294 542	307 259
Résultat net	6 888 375	5 493 546	4 244 494	3 106 846	2 727 690
Résultat distribué		5 800 000	3 500 000	3 000 000	2 300 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	60,17	51	38,16	28,12	30,35
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	68,88	54,94	42,44	31,07	27,28
Dividende attribué	0	58	35	30	23
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	417	386	389	411	441
Masse salariale	21 198 329	19 040 518	19 333 194	19 954 915	21 141 677
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	7 734 157	6 396 086	6 608 160	6 890 441	7 519 185



GBA Audit et Finance
10, rue du Docteur Finlay

75015 PARIS

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Paris

DUPOUY et Associés
6-8 avenue des Satellites

33185 LE HAILLAN

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Bordeaux

**UN EXEMPLAIRE DU RAPPORT SUR
LES COMPTES ANNUELS
DESTINÉ AU GREFFE À ADRESSER
DANS LE MOIS QUI SUIT L'ASSEMBLÉE**

SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général De Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2018



GBA Audit et Finance
10, rue du Docteur Finlay

75015 PARIS

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Paris

DUPOUY et Associés
6-8 avenue des Satellites

33185 LE HAILLAN

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Bordeaux

SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2018

Aux associés de l'URBAINE DE TRAVAUX,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société URBAINE DE TRAVAUX relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme – Travaux en cours » en page 16 de l'annexe par l'application de la méthode de l'avancement.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations de l'avancement physique des travaux, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans les notes aux pages 14 et 15 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 22 mars 2019

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance

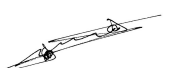
Représenté par :


Xavier LECARON

Dupouy et Associés

Représenté par :


Christophe COUFFITTE



Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2018	30/09/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	423 947	383 692	40 255	12 660
Fonds commercial	7 500	7 500		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	335 388		335 388	335 388
Constructions	3 360 742	2 839 226	521 517	559 158
Installations techniques, matériel, outillage	2 047 118	1 443 971	603 147	321 143
Autres immobilisations corporelles	958 683	789 053	169 629	177 234
Immobilisations en cours	18 901		18 901	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	115 704		115 704	74 454
Créances rattachées à des participations	17 187		17 187	17 567
Autres titres immobilisés				
Prêts	175 145		175 145	216 376
Autres immobilisations financières	285 209		285 209	297 546
ACTIF IMMOBILISE	7 745 524	5 463 442	2 282 082	2 011 526
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	2 260 175		2 260 175	1 618 326
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	77 690		77 690	410 110
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	48 008 177	795 946	47 212 231	38 569 533
Autres créances	37 300 251		37 300 251	31 329 496
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	5 949 873		5 949 873	6 932 700
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	57 090		57 090	62 197
ACTIF CIRCULANT	93 653 256	795 946	92 857 310	78 922 362
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	101 398 780	6 259 388	95 139 392	80 933 888



Bilan - Passif

Rubriques	30/09/2018	30/09/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 2 000 000)	2 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	200 000	200 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 000 000	1 000 000
Report à nouveau	589 056	895 510
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	6 888 375	5 493 546
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	112 067	52 435
CAPITAUX PROPRES	10 789 498	9 641 491
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	6 872 635	7 138 210
Provisions pour charges	2 270 473	3 367 216
PROVISIONS	9 143 108	10 505 426
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	923 429	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 661 957	2 333 622
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 940 800	31 857 139
Dettes fiscales et sociales	19 629 822	16 866 711
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 288 046	3 611 502
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	10 762 733	6 117 997
DETTES	75 206 786	60 786 971
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	95 139 392	80 933 888



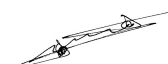
Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	30/09/2018	30/09/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	152 397 425		152 397 425	106 604 156
Production vendue de services	7 594 434		7 594 434	8 707 501
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	159 991 859		159 991 859	115 311 657
Production stockée			641 849	1 170 380
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			7 817 762	10 403 016
Autres produits			178 862	201 769
PRODUITS D'EXPLOITATION			168 630 332	127 086 822
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			17 694 366	10 080 185
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			107 227 472	80 564 477
Impôts, taxes et versements assimilés			2 005 588	1 770 883
Salaires et traitements			21 198 329	19 040 518
Charges sociales			7 734 157	6 396 086
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			377 762	201 715
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			121 725	65 843
Dotations aux provisions			1 579 833	2 416 557
Autres charges			285 790	363 880
CHARGES D'EXPLOITATION			158 225 022	120 900 144
RESULTAT D'EXPLOITATION			10 405 310	6 186 679
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			3 004 181	1 629 208
Perte supportée ou bénéfice transféré			39 882	978 810
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			368 385	625 646
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			368 385	625 646
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				6 094
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				6 094
RESULTAT FINANCIER			368 385	619 552
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			13 737 995	7 456 629



Compte de résultat

Rubriques	30/09/2018	30/09/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	345 412	319 198
Produits exceptionnels sur opérations en capital		438
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	29 368	1 149 246
PRODUITS EXCEPTIONNELS	374 780	1 468 882
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 033 090	843 854
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	5 447	746
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	271 000	130 411
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 309 537	975 011
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 934 756	493 871
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 321 335	728 351
Impôts sur les bénéfices	3 593 528	1 728 603
TOTAL DES PRODUITS	172 377 679	130 810 558
TOTAL DES CHARGES	165 489 303	125 317 012
BENEFICE OU PERTE	6 888 375	5 493 546



SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

A N N E X E

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2018 dont le total est de **€ 95.139.392,25** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 172.377.678,59** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 159.991.859,15** et un bénéfice de **€ 6.888.375,32** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **417**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.



METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de Urbaine de Travaux pour l'exercice clos au 30 septembre 2018 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

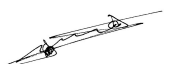
Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.



NOTES SUR LE BILAN**Immobilisations corporelles et incorporelles*****Valeur brute des immobilisations***

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2018, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.



Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

*** Proiciels :**

- amortissent comptable : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 1 an mode linéaire

*** Constructions : Amortissement comptable et fiscal**

- Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
- Fluides: 10 ans: Mode linéaire
- Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
- Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire

*** Matériel et outillage industriels :**

- amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif

*** Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire**

*** Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire**

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations

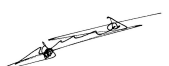
(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.



Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.



Stocks et Encours

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock au 30 septembre 2018.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 2.260.175 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont extournées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Aucune perte à terminaison n'a été comptabilisée au 30 septembre 2018

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.



Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2018, à 30.815 €.

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 28.329.810 € et a généré des produits financiers à hauteur de 335.077 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2018, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 122.067 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

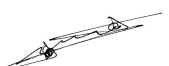
Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1.45 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 13-15)
- Taux de charges sociales : 45%



- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.348.165 €** au 30 septembre 2018.

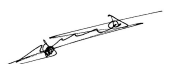
Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **212.808 €** au 30 septembre 2018.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.088.184 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 7.817.762 € au 30 septembre 2018.

Le poste lié aux transferts de charges est de 4.625.179 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 3.493.204 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 1.110.234 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.



CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Le montant du CICE de l'année civile 2017 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice 2018 est de 606.615 €.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 57.024 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	40.230 €.
Cabinet GBA	16.794 €

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.



AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT

Forme : SAS

Au capital de : 110 000 000 Euros

Adresse du siège social :

137 rue du Palais Galien

33029 BORDEAUX CEDEX

Garanties sur marchés

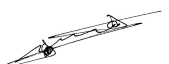
(présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 22.285 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 3.982 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 15.387 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 3.000 K€
- Divers 61 K€

Soit un montant total de 44.715 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 18.375 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.



FAITS MARQUANTS :

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

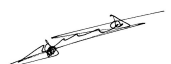
AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

URBAINE de TRAVAUX a consenti, à sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF, un abandon de créance à caractère commercial pour un montant de 280 K€ et un abandon de créance à caractère financier pour un montant de 545 K€ tous deux assortis d'un retour à meilleure fortune.

Ainsi, au 30 septembre 2018, URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.



Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	497 764		45 081
Terrains	335 388		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	2 744 646		
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 751 692		541 202
Installations générales, agenc., aménag.	458 038		3 018
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	523 101		58 261
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			18 901
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 428 961		621 383
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	92 021		44 788
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	513 922		25 918
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	605 943		70 706
TOTAL GENERAL	7 532 668		737 169

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		111 398	431 447	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			2 744 646	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.	245 777		2 047 118	
Installations générales, agencements divers	6 396		454 660	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	77 339		504 022	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			18 901	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		329 512	6 720 832	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		3 918	132 891	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		79 486	460 354	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		83 404	593 245	
TOTAL GENERAL		524 314	7 745 524	



Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	477 604	17 487	111 398	383 692
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 584 599	37 641		2 622 240
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 430 549	255 070	241 649	1 443 971
Installations générales, agenc. et aménag. divers	379 620	15 967	6 396	389 191
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	424 285	51 597	76 020	399 862
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 036 039	360 276	324 065	5 072 250
TOTAL GENERAL	5 513 643	377 762	435 463	5 455 942

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

79 617

24 645

54 972

9 383

4 723

4 660

CORPOREL.**89 000****29 368****59 632****Acquis. titre****TOTAL****89 000****29 368****59 632**

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations



Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	52 435	89 000	29 368	112 067
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	52 435	89 000	29 368	112 067
Provisions pour litiges	2 728 219	544 415	815 183	2 457 451
Provisions pour garanties données aux clients	4 109 991	560 918	582 725	4 088 184
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 893 216		332 243	1 560 973
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 774 000	656 500	1 394 000	1 036 500
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	10 505 426	1 761 833	3 124 151	9 143 108
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	742 654	121 725	68 432	795 946
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	750 154	121 725	68 432	803 446
TOTAL GENERAL	11 308 015	1 972 557	3 221 951	10 058 621
Dotations et reprises d'exploitation		1 701 557	3 192 583	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		271 000	29 368	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	17 187	17 187	
Prêts	175 145	88 589	86 556
Autres immobilisations financières	285 209	285 209	
Clients douteux ou litigieux	945 127	945 127	
Autres créances clients	47 063 050	47 063 050	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	34 225	34 225	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	5 442	5 442	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	463 637	463 637	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	5 291 237	5 291 237	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	28 711 102	28 711 102	
Débiteurs divers	2 794 607	2 794 607	
Charges constatées d'avance	57 090	57 090	
TOTAL GENERAL	85 843 059	85 756 503	86 556

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	923 429	923 429		
Fournisseurs et comptes rattachés	34 940 800	34 940 800		
Personnel et comptes rattachés	3 260 398	3 260 398		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 005 036	3 005 036		
Etat : impôt sur les bénéfices	268 190	268 190		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12 454 776	12 454 776		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	641 423	641 423		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	923 429	923 429		
Autres dettes	6 364 617	6 364 617		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	10 762 733	10 762 733		
TOTAL GENERAL	73 544 829	73 544 829		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

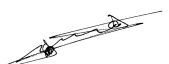
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



CHARGES A PAYER		30/09/2018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 330 448
Clients Avoirs à établir		712 112
Dettes fiscales et sociales		5 087 217
Autres dettes		33 083
TOTAL DES CHARGES A PAYER		10 162 860

PRODUITS A RECEVOIR		30/09/2018
Clients Factures à établir		2 015 496
Avoirs à recevoir		67 650
Autres produits		242
TOTAL		2 083 388

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		30/09/2018
Charges constatées d'avance		57 090
Produits constatés d'avance		10 762 733



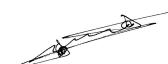
Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100 000			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		9 641 491
Distributions sur résultats antérieurs		5 800 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 841 491
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	29 368	88 999
Autres variations		
Résultat de l'exercice		6 888 375
SOLDE		6 948 006
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		10 789 497



VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

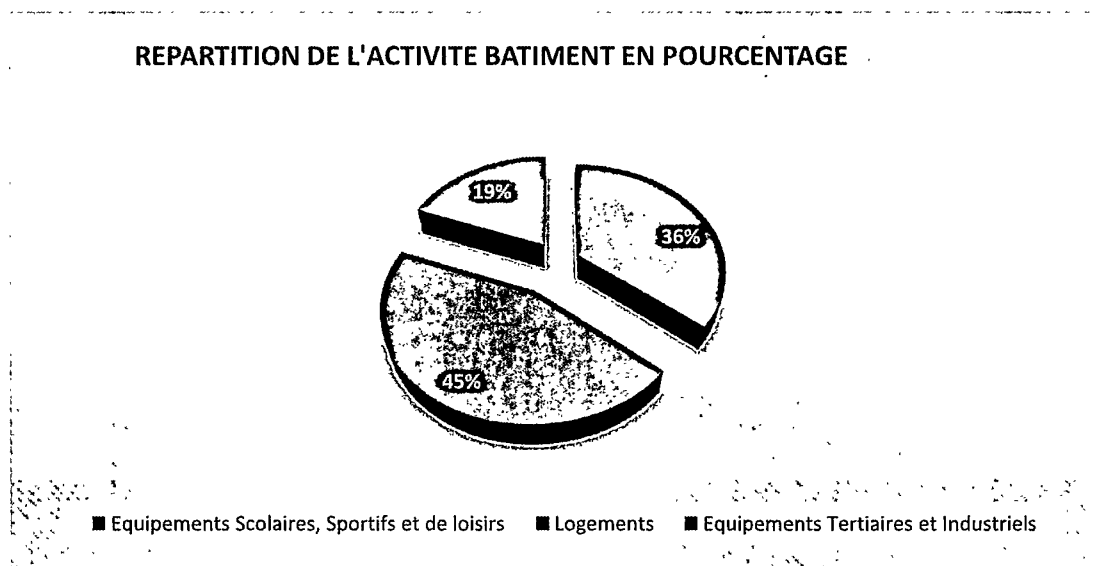
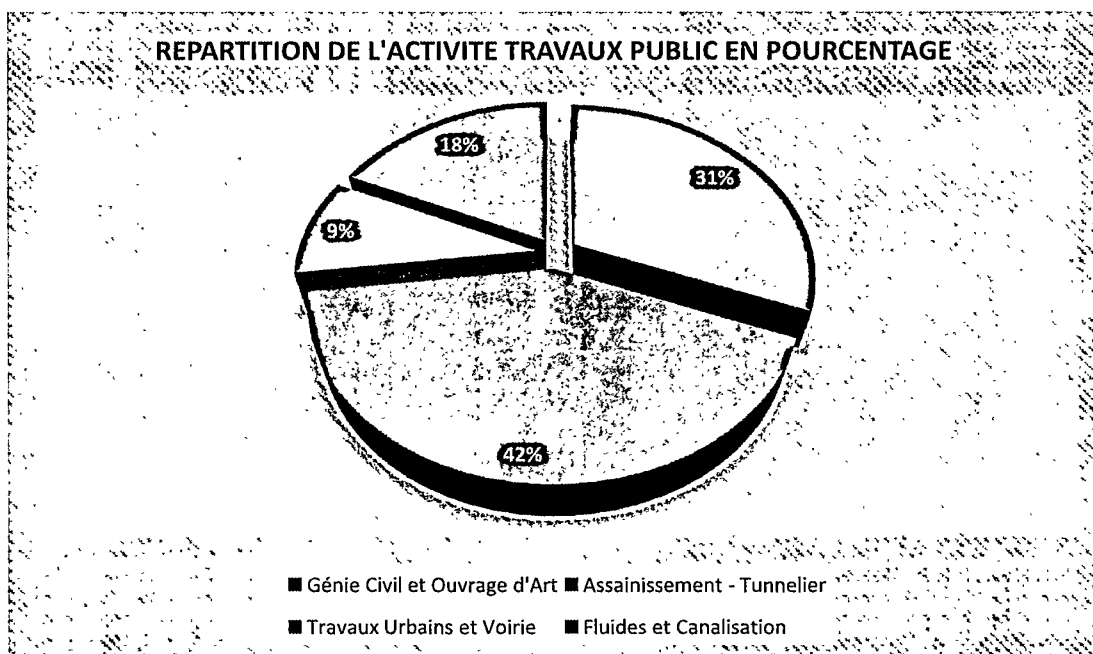
30/09/2018

Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 47%

Bâtiment : 53%

Et au sein de ces deux activités :



Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	4 625 179	
Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers.		
TOTAL		4 625 179



Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges Exceptionnelles clients / fournisseurs	83 873	
Charges Exceptionnelles de personnel	1 117 211	
Abandon de créance	825 000	
Valeur nette comptable des éléments cédés	5 447	
Amortissements Dérogatoires	89 000	
Provision pour risques sociaux	182 000	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	7 005	

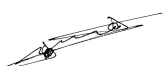
TOTAL**2 309 536**

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	345 412	
Reprise / amortissements dérogatoires	29 368	

TOTAL**374 780**

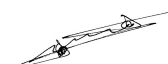
Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	13 737 994	4 315 104	9 422 890
Résultat exceptionnel à court terme	-1 934 756	-472 624	-1 462 132
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 321 335	-248 952	-1 072 383
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	10 481 903	3 593 528	6 888 375



Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			6 888 375
Impôt sur les bénéfices			3 593 528
RESULTAT AVANT IMPOT			10 481 903
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	89 000	29 368	59 632
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	89 000	29 368	59 632
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			10 541 535



Situation fiscale différée et latente

Exprimé en €

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	37 356
Autres	268 191
TOTAL ACCROISSEMENTS	305 547
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	72 350
Participation des salariés	440 445
C3S	55 423
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	449 388
TOTAL ALLEGEMENTS	1 017 606
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(712 059)

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE



Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	99	
ETAM	91	
Ouvriers	224	
Apprentis	3	
TOTAL	417	

Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute	Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette	Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
FAYAT IMMOBILIER IDF	51 244	100	72 654	274 232	227 110	-754
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PI		50	500			
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAI		50	500			
SCCV ROSIGNANO MARRITIMO		50	800			
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

